

Chapitre K (XII) LA RUSSIE – UN ESPACE EN RECOMPOSITION

I. LA RUSSIE, UNE PUISSANCE PAUVRE

Pourquoi ne parle-t-on plus d'une grande puissance ?

A) L'héritage vieillissant de l'URSS

1) La Fédération de Russie est le pays le plus vaste du Monde.

C'est aussi le plus important des 15 pays qui ont accédé à la souveraineté lors de l'éclatement de l'URSS en 1991. Richement doté en ressources naturelles, le pays vit surtout de leur exportation.

De nouvelles réalités

	URSS	Russie
Population (1989) en millions d'hab.	285	147 (51,5% de la population soviétique)
Superficie en millions de km ²	22	17

2) Une présence sur la scène internationale :

Il pèse sur la scène diplomatique internationale car c'est le seul des États successeurs de l'URSS à avoir conservé l'arme nucléaire : la Russie occupe à ce titre le siège permanent dont bénéficiait auparavant l'Union soviétique au Conseil de Sécurité de l'ONU. La Russie est pourtant loin d'être une grande puissance.

B) Une influence militaire et diplomatique qui se rétracte

1) Une armée vieillie :

L'État russe, poursuivant la politique de désarmement commencée sous Gorbatchev en concertation avec les États-Unis (traités START), a fortement réduit son arsenal nucléaire mais aussi ses forces conventionnelles. La nouvelle armée russe manque de moyens. Les équipements hérités de l'armée soviétique ont peu à peu vieilli, les matériels sont mal entretenus et les commandes nouvelles rares. Le naufrage du sous-marin nucléaire *Koursk* qui a coulé en mer de Barents, en 2000, illustre cette décrépitude. La Russie a par ailleurs fermé ses deux dernières bases d'outre-mer en 2001 (à Cuba et au Viêt-Nam).

Evolution des effectifs des forces armées (estimations)

Année	Nombre d'hommes
1992	3 000 000
2001	1 000 000
2003	850 000

N.B.: il existe en outre d'importantes forces paramilitaires : 150 000 hommes relèvent du ministère de l'intérieur, 140 000 des forces de garde-frontières.

2) La Russie souhaitait garder une influence dans les pays voisins

Elle avait approuvé en 1991 la création d'une Communauté des États Indépendants (CEI) rassemblant les

anciennes républiques soviétiques. Mais les Pays baltes ont refusé d'y entrer et ont demandé à la Russie d'évacuer rapidement ses forces armées de leur territoire. Les 12 États membres de la CEI de leur côté n'ont pu s'entendre sur une politique de sécurité commune. La Russie ne conserve en fin de compte que peu de points d'appui dans la CEI : le port de guerre de Sébastopol (Ukraine), les installations spatiales de Baïkonour et le polygone de Sary Chagoun (Kazakhstan), des troupes dans le Caucase (Géorgie et Arménie) et quelques bases dans le Sud de l'Asie centrale (Kirghizie et Tadjikistan). La Russie ne dispose donc pas d'une zone d'influence indiscutée au-delà de ses frontières et est confrontée sur son propre territoire à une situation de guerre dans le Caucase, en république de Tchétchénie.

C) La nécessité de nouvelles alliances

1) La capacité du pays à peser dans les affaires du Monde diminue.

Pendant la présidence Eltsine (1991-1999), la Russie s'est ainsi opposée en vain à l'élargissement de l'OTAN. Alors que le gouvernement russe considérait cet élargissement comme une menace directe contre sa sécurité, trois anciens pays communistes d'Europe de l'Est sont entrés en 1999 dans l'organisation militaire atlantique. Un peu plus tard, le gouvernement russe n'a pas pu empêcher l'OTAN d'intervenir militairement en Yougoslavie (crise du Kosovo, 1999).

2) Vladimir Poutine a abandonné toute politique de concurrence et d'opposition frontale à la politique américaine.

Il s'est rangé aux côtés des Américains après le 11 septembre 2001. La Russie a soutenu l'intervention en Afghanistan (2001-2002) et approuvé la création de bases militaires américaines en Asie centrale. Il n'y a pas eu d'opposition notable au nouvel élargissement de l'OTAN (2004). Malgré l'opposition de la Russie à l'intervention américaine en Irak (2003), elle est désormais à compter au nombre des alliés des États-Unis.

II. UNE ECONOMIE ENFIN EN CROISSANCE APRES UNE LONGUE CRISE

La Russie s'engage-t-elle vers une croissance durable ?

A) Une décennie de transformations majeures

Comme tous les anciens pays communistes, la Russie a dû affronter une longue et difficile transition vers l'économie de marché.

1) Le difficile passage à l'économie libérale :

Depuis les années 1920, les terres agricoles, l'essentiel des logements et les entreprises étaient propriété collective et l'État planifiait d'en haut toute l'activité économique. Or les dirigeants ont décidé en 1992 de passer rapidement à un régime d'économie libérale (libération des prix, privatisation). Ces réformes radicales ont provoqué une profonde désorganisation de l'économie.

2) Les conséquences sur le PNB :

Le PNB russe a chuté de 1991 à 1996 sans **interruption**: la diminution cumulée de ces six années est de 50%, bien plus qu'aux États-Unis pendant la Grande Dépression. **Après la crise financière de 1998, la croissance semble enfin installée de manière durable.**

B) La réorganisation de l'économie autour de grandes firmes

1) La grave récession des années 1990 a été particulièrement sensible dans l'industrie :

Le tissu diversifié hérité de l'Union soviétique a en partie disparu. Le complexe militaro-industriel a particulièrement souffert.

2) Les industries qui ont le mieux résisté sont les matières premières (extraction et première transformation) ainsi que l'énergie.

Ces biens peu élaborés mais facilement exportables, produits à des coûts faibles (hydrocarbures, aluminium, métaux ferreux), ont permis à de très grandes entreprises (TNK, Youkos, Loukoil, Rusal, GazProm) de devenir des **acteurs majeurs de l'économie russe**. Elles assurent une partie considérable des rentrées fiscales de l'État. Ces puissants groupes contrôlent des **activités très diversifiées**, dans l'industrie mais aussi dans le tertiaire.

3) L'économie tertiaire s'est fortement développée.

Les commerces et les petites entreprises de services ont fleuri. La croissance des télécommunications est spectaculaire (téléphonie mobile, Internet). Le paysage commercial se modifie très vite et les supermarchés se multiplient.

4) L'agriculture, déjà peu performante à l'époque soviétique, a connu une crise sévère.

Les rendements ont fortement baissé. Les anciennes exploitations collectives (kolkhozes et sovkhoses) ont été privatisées : leur propriété a été répartie entre les salariés, mais leur fonctionnement n'a été que faiblement modifié. **Très peu de fermiers indépendants se sont installés**. Les ventes de terres ne sont légales que depuis 2002.

C) Développement et insertion dans le système-Monde

1) Les échanges extérieurs

Les échanges les plus intenses se font **avec les pays développés**, mais la Russie doit continuer à se moderniser pour parvenir à leur hauteur. L'objectif de V. Poutine est le doublement du PIB en 2010 (ouverture internationale).

2) Mesures pour attirer les investisseurs :

Le retour de la prospérité est pour les autorités une condition décisive pour que la Russie s'assure une place valable dans le Monde. Mais, pour attirer les capitaux étrangers, il est indispensable de **créer un cadre légal stable, d'endiguer la corruption** et de **mieux faire rentrer les impôts**. Il lui faut aussi **diversifier l'économie**, trop dépendante de l'exportation de produits à faible valeur ajoutée.

III. LA RUSSIE ENTRE CRISE DEMOGRAPHIQUE ET CHANGEMENTS SOCIAUX

Comment la population a-t-elle vécu la transition démographique ?

A) La crise démographique

1) Une diminution de la population

Après une **longue période de croissance démographique (1945-1990)**, la population, à peu près stable entre 1991 et 1994 (environ 148 millions de personnes), **décline à partir de 1995**. Au recensement de l'automne 2002, la Russie ne comptait plus que 145 millions d'habitants. Cette diminution rapide de la population est due au **déficit du solde naturel**, négatif depuis 1991. La Russie a pourtant, comme beaucoup de pays industrialisés, **un solde migratoire nettement positif**, insuffisant néanmoins pour compenser l'excédent des morts sur les naissances.

2) Une mortalité exceptionnellement élevée

La Russie, comme presque tout le reste de l'Europe, a une **fécondité très faible**, et ce n'est pas le seul pays d'Europe de l'Est à voir sa population diminuer. Ce qui fait la spécificité de la situation russe, c'est une mortalité exceptionnellement élevée. La **détérioration de la situation sanitaire** après la disparition de l'URSS joue évidemment un rôle, mais il faut souligner que l'espérance de vie masculine à la naissance est la plus faible de tout le continent européen (59 ans). Les facteurs en **sont la très forte mortalité accidentelle** et **l'alcoolisme**, phénomène de masse et véritable fléau, qui s'est beaucoup aggravé (16 000 morts en 1990, 45 000 en 2002).

B) La situation sociale

1) Le changement de système économique depuis 1992 a profondément modifié la société.

Les **écarts de revenus ont considérablement augmenté**. Une **classe de possédants** ayant su profiter du passage à l'économie de marché est apparue : ces «**Nouveaux Russes**» qui se sont signalés par un train de vie tapageur, des achats somptueux et qui roulent dans des voitures importées de grand luxe sont devenus pour la masse de la population un **sujet constant de plaisanteries acides**, dont on publie régulièrement des recueils.

2) Une large frange de la population a très fortement souffert de la transition économique.

De **nombreux services** auparavant gratuits sont **devenus de fait payants** (santé), alors que **la sécurité de l'emploi disparaissait** et que **les salaires**, notamment dans la fonction publique, **ne permettaient plus de vivre décemment**. Les années 1990 voient apparaître une **pauvreté de masse**. Certains estiment que la proportion de population vivant en dessous du seuil de pauvreté a pu atteindre 40 %. **Beaucoup d'actifs ont cumulé les sources de revenu** : avoir deux, voire trois emplois n'est pas rare. La plupart de ces emplois secondaires ne sont pas déclarés, ce qui alimente une **économie souterraine** très importante, qui échappe pour une bonne part à la statistique.

3) L'apparition d'une classe moyenne surtout dans les grandes villes.

Cette population ayant un **emploi convenablement rémunéré** (notamment dans le nouveau secteur privé) s'est signalée par sa **propension à beaucoup consommer**. Comme l'épargne de long terme est presque inexistante (les faillites bancaires et l'inflation ont découragé les épargnants), le revenu des ménages est rapidement dépensé. D'où **une consommation surprenante dans un pays appauvri** : le parc automobile connaît une croissance très forte, le tourisme à l'étranger se porte plutôt bien, tout comme les ventes d'ordinateurs individuels.

IV. LE SYSTEME POLITIQUE RUSSE

Comment le pouvoir russe est-il passé d'une décentralisation à une reprise en main autoritaire ?

A) Démocratisation et affaiblissement du pouvoir central

1) Vers un processus de démocratisation

En 1991, les analystes pensent que la Fédération de Russie va devenir un État démocratique car **des élections** sont organisées **à tous les niveaux**. Le régime se **décentralise** ; les 89 régions obtiennent des compétences importantes. L'une d'elle, la Tchétchénie, proclame même son indépendance.

2) Le pouvoir exécutif fédéral perd alors de son autorité

A tel point que le président Eltsine emploie **la force militaire contre le Parlement en révolte** (1993), puis **contre la Tchétchénie**. Une **Constitution de type présidentiel** est approuvée de justesse par référendum, mais la réalité du pouvoir échappe largement au gouvernement qui multiplie les concessions aux autorités régionales.

3) Une classe d'hommes d'affaires se constitue :

Les «**oligarques**» qui obtiennent d'énormes concessions du pouvoir lors de **la privatisation des grandes entreprises**. Leur soutien financier permet **la réélection surprise de B. Eltsine** en 1996.

4) Affairisme et corruption

La politique fédérale est conditionnée par des **arrangements obscurs entre milieux d'affaires et politiciens**. La corruption au plus haut niveau n'a jamais été sanctionnée: le premier acte présidentiel de V. Poutine a été de garantir l'impunité à son prédécesseur et à tout son entourage. Le tableau n'est guère plus satisfaisant dans les régions : affairisme et gestion opaque sont fréquents.

B) Un déficit démocratique persistant

1) Le pays n'a connu aucune alternance depuis 1991.

Après la crise financière de l'été 1998, **une opposition crédible, menée par Iouri Loujkov** (maire de Moscou) et Evguéni Primakov (ancien Premier Ministre) s'était structurée. Mais elle a été **déstabilisée par des campagnes de diffamation** orchestrées par le pouvoir (1999). **Les électeurs se désintéressent d'une vie politique** dont les données de base leur échappent.

2) Une transition politique préparée

La transition entre B. Eltsine et son jeune Premier ministre nommé en 1999 a été soigneusement préparée. Inconnu du public, V. Poutine, ancien chef des services secrets russes (**FSB**), a utilisé la deuxième guerre de Tchétchénie pour se faire un nom. La démission anticipée du président Eltsine lui a permis de se faire élire facilement.

C) Vers une recentralisation et une restauration autoritaire de l'État?

1) Nombre de réformes sont en cours.

V. Poutine veut restaurer l'autorité du Centre et a fait voter **des lois importantes** : code des impôts, code foncier rural, etc.

2) Le contrôle sur les médias s'est récemment renforcé.

Le groupe de presse privé, très indépendant du pouvoir, *Media Most* (possédé par V. Goussinski) a été mis au pas en 2000 par l'État. D'autres organes de presse ont vu leur indépendance rognée.

3) Riposte contre des hommes d'affaires

Alors qu'il semble un partisan convaincu de l'économie de marché, le président russe s'est brutalement attaqué à plusieurs hommes d'affaires éminents : **l'arrestation de V. Goussinski et de B. Bérézovski** (2000), **l'emprisonnement des dirigeants du groupe pétrolier Youkos**, accompagné de **la saisie d'actions de la société** (2003), laissent planer le doute sur la manière dont le pouvoir politique entend gérer ses rapports avec le monde économique.

4) La démocratisation laissée de côté

La remise en ordre de la Russie laisse de côté la construction d'un régime démocratique et la réélection programmée de V. Poutine en 2004 témoigne d'un contrôle de plus en plus étroit et autoritaire de la vie publique.

V. LE ROLE DES RESEAUX DE TRANSPORT

Comment améliorer cohésion territoriale et ouverture internationale ?

La Russie a été confrontée depuis son accession à la souveraineté à deux défis géographiques majeurs : le maintien de la cohésion d'un territoire immense dans un contexte de crise d'une part, les contraintes résultant de l'apparition de nouvelles frontières (dont **Kaliningrad**) en 1991 d'autre part.

A) La cohésion du territoire : un défi d'aménagement

Le maintien d'un réseau de transport efficace est fondamental pour la cohésion du pays le plus étendu au Monde.

1) Les réseaux de communication

- **Le réseau routier** est à la fois immense et très médiocre, sans aucune autoroute, et la circulation y est souvent dangereuse. Les conditions climatiques sévères que connaît la majeure partie du territoire ne facilitent pas les choses.

- **Les lignes aériennes**, entièrement privatisées, sont désormais coûteuses, ce qui complique les déplacements à longue distance pour le simple citoyen.
- **Les chemins de fer** restent un moyen de transport fiable et adapté aux déplacements de moyenne portée, mais la modernisation en est très progressive. La ligne Saint-Petersbourg-Moscou a été néanmoins récemment réaménagée et accélérée.
- **Le réseau des voies navigables** de la partie européenne du pays, particulièrement bien aménagé à l'époque soviétique, est actuellement sous-utilisé.

2) Prédominance du rail et des tubes

Malgré l'essor du camionnage depuis 1991, une bonne partie du trafic marchandises, du fait de la continentalité, des distances et de l'importance des pondéreux, transite par le rail ou les tubes. Ces infrastructures considérées comme stratégiques sont **sous contrôle direct ou indirect de l'État**. Le pétrole circule essentiellement dans **les oléoducs de la compagnie publique Transneft**, tandis que **le gaz emprunte les réseaux de Gazprom**.

B) Infrastructures de transport et échanges extérieurs

1) Un pays dépendant de ses voisins :

La Russie s'est trouvée en 1991 fortement dépendante de ses nouveaux voisins pour ses échanges avec le reste du Monde.

- Du côté de **la mer Baltique**, l'Union soviétique avait surtout développé les ports des **Pays baltes**.
- En **mer Noire**, c'est **le littoral ukrainien** qui concentrait une grande partie des infrastructures portuaires. Pour l'exportation par voie terrestre des hydrocarbures, les grands oléoducs et gazoducs soviétiques traversaient l'Ukraine. Or ces pays devenus indépendants ont fortement relevé les tarifs de transit.

2) De grands investissements pour réduire cette dépendance :

La Russie a donc entrepris de grands investissements pour réduire sa dépendance : construction du **terminal pétrolier de Primorsk**, couplé à un oléoduc tout neuf ; **modernisation du port de Novorossiisk** en Mer Noire... La Russie a également **construit des branches d'oléoducs et de gazoducs** permettant d'éviter le transit par des pays «à problèmes» (Ukraine, Lettonie par exemple). Elle dispose aujourd'hui d'une série d'infrastructures variées, qu'elle va encore compléter.

3) Parallèlement, la Russie veut participer au transit de marchandises à l'échelle mondiale.

Elle espère pouvoir faire transiter l'essentiel des hydrocarbures d'Asie centrale par **ses réseaux de tubes**, et voudrait valoriser **ses deux lignes ferroviaires transcontinentales** (le **BAM** et le **Transsibérien**) pour capter une partie du trafic marchandises entre l'Asie orientale et l'Europe. Ces grands projets pourraient **favoriser le développement de l'Extrême-Orient russe**, pour l'instant mal intégré aux grandes infrastructures.

VI. UN ESPACE DE PLUS EN PLUS DIFFERENCIÉ

Comment expliquer les énormes écarts inter et intra régionaux ?

A) Minorités nationales et territoire

1) Diversité de la population

Le territoire de la Fédération abrite, outre **80% de Russes «ethniques»**, plus d'**une centaine de peuples considérés comme «autochtones»**, entrés dans l'orbite russe au fil des siècles. Pour tenir compte de cette diversité, le pays comprend, outre les **57 régions de statut ordinaire**, **32 républiques et territoires autonomes**, où les droits culturels et politiques des populations «autochtones» locales sont censés être garantis. Au cours des années 1990, certains de ces territoires ont eu **des prétentions à la souveraineté** (comme le Tatarstan et bien sûr la Tchétchénie, mais **la question d'un éclatement de la Russie n'est plus à l'ordre du jour**).

2) La carte ethnique se modifie cependant.

Alors que la population russe reste majoritaire sur la plus grande partie du territoire, par contre, dans l'Est du Caucase (Tchéchénie, Daghestan, notamment), elle est de moins en moins nombreuse : la composante autochtone a de plus en plus de poids, du fait de la crise politique et économique ouverte de la région depuis le début des années 1990.

B) D'énormes écarts de richesse entre régions

1) Importance du facteur économique :

Le facteur économique a davantage compté que le facteur politique ou ethnique pour creuser les différences entre régions. **Les écarts de richesse ont fortement augmenté** : certaines régions sont aujourd'hui déshéritées, tandis que la capitale et les centres industriels dynamiques prospèrent. **10 régions sur 89 réalisent plus de 50% de la production de richesse**. Les 40 «dernières» régions mises ensemble, qui représentent pourtant 20% de la population, ne produisent que 10% de la richesse nationale.

2) Difficulté de redistribution des richesses entre régions :

Ces fortes inégalités de développement sont d'autant plus graves que la redistribution des richesses entre régions soulève des difficultés : nombreux sont les pouvoirs régionaux à avoir obtenu, dans les années 1990, de ne reverser qu'une fraction des taxes et impôts au centre fédéral. Les **conséquences sociales** de ces disparités économiques sont lourdes.

Premières et dernières régions pour le revenu mensuel moyen par habitant (en roubles, 2002).

Cours moyen en 2002 : 30 roubles = 1 €		
Moyenne russe en 2002 : 3 950 roubles / mois (130 €)		
Rang	Région	Revenu
1	Moscou (ville)	13 672 (455 €)
2	Iamalo-Nénéts	13 340 (445 €)
3	Khanti-Mansii	10 660 (355 €)
86	Komi de perm	1 446 (48 €)
87	Ingouchie	1 174 (39 €)
88	Bouriatie d'Oust-Ord	1 132 (37 €)
89	Tchéchénie	pas de données

Sources : office Fédéral de la Statistique, Banque centrale de La Fédération de Russie.

C) Un territoire morcelé

1) Un territoire en « peau de léopard » :

Les **différences internes aux régions** sont également spectaculaires. On trouve **des pôles de relative prospérité** liés à la présence d'une **activité rentable** ou d'une **ville importante**. La sidérurgie de Novokouznetsk ou à Tchérépovets (région de Vologda) sont dynamiques dans un environnement qui peut être profondément déprimé. Le territoire russe a été comparé à une peau de léopard, mouchetée de taches blanches (îlots de réussite) et noires (zones de crise), dessinant une géographie compliquée dans le détail.

2) Resserrement de la population :

La crise des années 1990 a, dans ce pays immense, provoqué un resserrement de la population dans les parties les mieux desservies. **Les périphéries lointaines et les régions enclavées**, qui ne sont plus soutenues financièrement par l'État, **perdent des activités et de la population**. L'ancien front pionnier sibérien en particulier voit sa population décliner, parfois dans des proportions spectaculaires. **La situation est en général meilleure près des grands centres urbains**. Mais, de manière inattendue, beaucoup de régions de Russie centrale assez proches de Moscou sont dans une situation économique délicate et n'ont guère profité de la prospérité de la capitale. Le géographe russe Bons Rodoman considère qu'**il n'est plus possible de faire une géographie «régionale» du pays**.

CHIFFRES-CLES

Superficie :	17 000 000 km ²
Densité :	8 hab. par km ²
PNB 2002 (en \$US) :	346 milliards
PNB/hab. 2002 (en \$US) :	2 140
Population 2002 :	145 millions d'hab. (5e rang)
Espérance de vie 2001 :	Femmes : 72 ans Hommes: 59 ans
Indice synthétique de fécondité 2003	1,3
IDH	1999 : 0,775(55 ^e pays) 2001: 63e pays sur 175

2e producteur mondial de pétrole
1er producteur mondial de gaz naturel
2e puissance nucléaire militaire mondiale

Écart de revenu moyen par habitant (2000) entre la région la plus riche et la plus pauvre : 1 à 19.

Écart de richesse produite par habitant (2001) entre la région la plus riche et la plus pauvre : 1 à 37